

STUART EIZENSTAT

Associé, Covington and Burling LLP

Miguel Ángel MORATINOS

Maintenant, c'est le tour de Stuart Eizenstat des États-Unis. Stuart Eizenstat, ce n'est pas la peine de le présenter. Tout le monde le connaît, il a une grande carrière diplomatique. Je disais toujours que c'était le plus européen de tous les Américains. C'est celui vers qui nous nous tournons toujours pour avoir une réaction plus favorable et ça m'a fait un grand plaisir de le retrouver aujourd'hui, ici à Marrakech pour relancer notre relation.

J'aimerais que nous nous posions tous la question du rôle, de la position, de l'attitude de la géopolitique des États-Unis vis-à-vis du Proche-Orient. Nous avons beaucoup parlé de la période Obama, du désengagement. Le Pacifique, le Proche-Orient restaient en deuxième, troisième priorité. La nouvelle administration Trump arrive. Comment un Américain peut-il nous montrer, partager avec nous quelles sont les positions et quelle va être, à son avis, la politique américaine dans les prochains mois, les prochaines années au Proche-Orient ?

Stuart EIZENSTAT

Merci beaucoup, Monsieur le Ministre. Je souhaite féliciter Thierry de Montbrial pour ce 10^{ème} anniversaire de la World Policy Conference et lui dire sans réserve que c'est un réel privilège de figurer parmi un panel si prestigieux.

Les tendances politiques aux États-Unis et en Occident ont un impact direct sur le Moyen-Orient. La recrudescence de sentiments nationalistes, populistes, protectionnistes, anti-immigrés, anti-musulmans et l'affaiblissement du centre politique sont le fil conducteur du Brexit, de l'élection de Trump, de la montée des partis de droite opposés à l'Union européenne et des attitudes aux Pays-Bas, en Suède, en Allemagne, en Autriche, en Pologne et en Hongrie. Aux États-Unis, la première doctrine de Donald Trump est, et je ne le soulignerai jamais assez, un abandon spectaculaire du consensus bipartite que les Républicains et les Démocrates ont suivi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un consensus qui a permis de construire un ordre international fondé sur des institutions internationales telles que le FMI, la Banque Mondiale, l'OTAN, l'OCDE, l'Organisation mondiale du commerce et un ensemble d'accords de libre-échange, bilatéraux et multilatéraux.

Nous constatons un écart marqué vis-à-vis de ce consensus avec le néo-isolationnisme et une suspicion vis-à-vis des alliances et des accords multilatéraux. Le retrait du Partenariat TransPacifique regroupant 11 pays et ayant fait l'objet de longues négociations, qui devait être notre réponse pour contrer l'influence chinoise en Asie, ce retrait, exécuté unilatéralement, après trois ans de négociations, la menace de se retirer de l'ALENA et de l'accord sur le nucléaire iranien, le retrait effectif de l'Accord de Paris sur le changement climatique, sont des exemples de cette nouvelle attitude. Il existe une opposition directe au processus d'édification de la nation au Moyen-Orient, qu'il s'agisse de l'Irak ou de l'Afghanistan, et le président n'a accepté qu'à contrecœur une augmentation modeste des troupes américaines en Afghanistan.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, il me semble qu'il y a des nouvelles très positives dans un certain nombre de domaines, surtout dans les pays de régime monarchique. La vision de l'Arabie Saoudite pour 2030 du Roi Salman reconnaît la nécessité de diversifier une économie basée sur le pétrole, d'autonomiser les femmes et d'encourager pour la première fois davantage d'investissements privés et étrangers. Il en va de même dans les Émirats Arabes Unis, qui sont en pleine expansion. Sous le Roi Hussein, la Jordanie maintient la tête hors de l'eau, ce qui n'est pas peu dire si l'on considère qu'un pays de 10 millions d'habitants avec peu de ressources naturelles a dû accepter 700 000 réfugiés. Le Maroc se porte plutôt bien sous le Roi réformiste Mohammed VI et l'EI a été vaincu sur le champ de bataille en Irak et en Syrie, bien qu'il demeure un problème persistant en matière de terrorisme.

Ce sont des progrès très positifs qui ne doivent pas être négligés. Ils sont cependant occultés par trois tendances négatives. La première est la montée de forces de désintégration non étatiques menaçant les états unitaires



traditionnels. Une majorité de ces forces, ce n'est pas le cas de toutes, sont de tendance radicale. Les Kurdes en Irak, par exemple, avec leur référendum sur l'indépendance, ont nettement surestimé leurs forces. Le gouvernement central en Irak a étouffé leur mouvement, mais c'est un exemple de cet effort de désintégration consistant à diviser des états unitaires.

En ce qui concerne la guerre civile en Syrie, si Assad est maintenant susceptible de l'emporter, il est difficile d'imaginer après ce conflit un État unitaire émergent à un moment quelconque dans un proche avenir. Le Hezbollah au Liban a créé un mini État au sein d'un État et les talibans en Afghanistan restent une menace très dangereuse pour l'unité de ce pays, ce qui est d'ailleurs en passant la guerre la plus longue de l'histoire américaine. Elle est plus longue que la guerre civile américaine, plus longue que la Seconde Guerre mondiale, plus longue que la Première Guerre mondiale, plus longue que la guerre de Corée, plus longue que la guerre du Vietnam. Elle dure maintenant depuis 10 ans sans qu'aucune issue ne semble possible.

En Égypte, après la victoire sur les Frères Musulmans, considérée comme un moment charnière, le plus grand pays de la région est confronté à des forces insurgées radicales dans le Nord du Sinaï, perpétrant des violences sporadiques qui ont décimé l'économie du pays, fortement dépendante du tourisme. Le président Al-Sissi a écrasé non seulement les Frères Musulmans et d'autres radicaux, comme il le devait, mais malheureusement aussi des forces laïques modérées, une opposition pacifique et la presse.

La deuxième force négative est la montée de l'Islam politique, dont l'Iran est à l'origine, associant l'Islam à un programme terroriste radical. J'étais malheureusement présent en tant que conseiller principal du président Carter et j'ai vécu toute la révolution et la crise des otages. Leurs ambitions nucléaires sont liées au développement de missiles à moyenne portée, à leur soutien au Hezbollah au Liban avec 100 000 missiles de plus en plus sophistiqués faisant face à Israël, au profond engagement des Gardiens de la révolution et de la Force Al-Qods en Syrie et à leur projet de base militaire permanente dans ce pays. Leur soutien au Hamas à Gaza en est un autre exemple.

La Turquie est malheureusement aussi un exemple de montée de l'Islam politique. M. Erdogan opère un virage abrupt vers une attitude anti-occidentale, de plus en plus autocratique, réprimant la presse et l'opposition et de façon assez surprenante pour deux pays alliés depuis des décennies, nous avons aujourd'hui une double interdiction de visa. Vous ne pouvez pas obtenir de visa en Turquie pour vous rendre aux États-Unis et vice versa. Les choses se sont détériorées à ce point. Même au Maroc, source de stabilité, un parti islamique a remporté les élections et fait partie du gouvernement, bien que sous la supervision étroite du roi.

La troisième force négative, du moins selon moi, est la résurgence de l'influence russe aux dépens des États-Unis dans une région où ils avaient été expulsés par le président Sadate en 1973 lorsqu'il s'est tourné vers l'Amérique. Cette résurgence apparaît de plusieurs manières. En Syrie, il semble que la Russie ait misé sur le bon cheval avec Assad et l'utilise pour aboutir à une sorte de victoire et ils l'ont fait alors qu'il était vraiment en mauvaise posture. En échange, ils sécurisent une base navale permanente en Syrie. Ils ont vendu des missiles à la Turquie, une évolution difficile à croire pour un pays allié de l'OTAN. L'idée d'introduire des missiles russes dans un pays qui est un partenaire de l'OTAN est presque inimaginable, pourtant, c'est en train de se produire. Même en ce qui concerne l'Arabie saoudite, et bien que ce pays soit notre partenaire arabe traditionnel, la Russie procède, par des ventes d'armes, à un réchauffement des relations.

À présent, la politique américaine de Donald Trump a deux priorités dans cette région. La première est la défaite de l'EI avec une aide modeste aux forces pro-américaines en Syrie et le soutien des forces anti-radicales au Yémen, au Niger et au Nigeria. La seconde priorité de l'administration Trump dans cette région est la limitation du pouvoir iranien de toutes les manières possibles, en dehors de la guerre. La récente décision du président de révoquer l'accord nucléaire iranien, le Plan d'action global conjoint, bien qu'il ne s'agisse pas d'un retrait immédiat, prépare le terrain pour ce retrait dans la mesure où le président a fixé les conditions suivantes.

Les États-Unis ne resteront dans le Plan d'action global conjoint qu'en cas d'interdiction permanente du développement nucléaire iranien, d'interdiction à long terme du développement de missiles et d'autres conditions qui seront très difficiles, voire impossibles, à respecter d'ici le 12 janvier, et cette date est importante car il s'agit de la date à laquelle le délai de six mois, pour la levée des sanctions secondaires, expirera. Si ces conditions ne sont pas



remplies, et on a du mal à imaginer comment elles pourraient l'être, il sera très difficile pour Donald Trump de lever les sanctions. S'il impose à nouveau les sanctions secondaires, qui constituaient un élément clé du Plan d'action global conjoint, alors dans les faits, nous nous serons retirés de cet accord, mais nous serons en outre engagés dans une guerre commerciale majeure avec l'UE, Monsieur le Ministre, car ces sanctions secondaires cibleront toute entreprise qui entretient des relations commerciales avec l'Iran.

Dans les faits, nous disons: « Choisissez le marché américain ou choisissez le marché iranien ». C'est un choix qui sera très difficile. L'UE développe déjà sa législation de blocage pour protéger ses entreprises et sur le plan commercial, cette situation équivaudra à un conflit international de grande envergure. N'oublions pas que la seule raison pour laquelle l'Iran est arrivé à la table des négociations n'était pas liée à nos sanctions unilatérales. Ce n'est que lorsque nous avons obtenu de l'Union européenne qu'elle se joigne à nous dans le cadre des sanctions bancaires, sanctions visant à priver l'UE de 16 % de ses sources de pétrole, que l'Iran est venu négocier. Donc ici, en traitant avec l'Iran, nous nous séparerions de nos alliés, mais c'est la perspective probable.

Au mieux, la politique de Trump place le processus de paix au Moyen-Orient, entre Israël et les Palestiniens, au second plan, malgré l'implication de son gendre, qu'il a d'ailleurs récemment critiquée. Il est très difficile de voir, pour quelqu'un qui, comme moi, croit à la solution à deux États, toute probabilité de mise en avant de cette solution, dans cette administration parce que l'administration et le président s'alignent sur des éléments très conservateurs, dans une communauté juive américaine généralement libérale, et avec un gouvernement très conservateur - Itamar peut me corriger - peut-être le gouvernement le plus à droite que nous ayons connu dans toute l'histoire d'Israël, et qui soutient très fortement les colons. Les conditions de chaque côté... les Palestiniens conviennent d'une certaine acceptation d'Israël en tant qu'État Juif, et renoncent, du moins en grande partie, à leur « droit de retour », le côté israélien quant à lui est très difficile à voir et je peux vous assurer que le président ne va pas briser une quelconque alliance politique pour sortir de cette impasse.

De même, il y aura très peu d'efforts faits pour briser les priorités Qatar/Arabie saoudite, de sorte que nous nous retrouvons avec un bilan mitigé. Il y a des éléments positifs dans la région. Ceux-ci, à mon avis, sont occultés par les nombreux éléments négatifs que je viens de mentionner, mais le rôle traditionnel des États-Unis en tant que pivot, en tant que levier, va potentiellement laisser un vide dans lequel des forces négatives vont s'engouffrer. Merci.

Miguel Ángel MORATINOS

Merci Stuart, pour cette brillante présentation et je pense que vous avez raison. Il y a des éléments positifs au Moyen-Orient. Certains pays se portent bien et il existe certains phénomènes négatifs, tels que l'absence d'état, des états défaillants, la montée de l'Islam politique et enfin, ce que nous attendions de vous, à savoir le rôle des États-Unis et son absence de rôle dans une région aussi chaotique qui va connaître un manque de contrôle, de leadership et d'orientation dans les mois et les années à venir.

Youssef Amrani et vous-même avez mentionné la question des états défaillants et des organisations étatiques.